

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

5 décembre 2019

**MOTION DE DÉCLARATION D'UNE
DISCRIMINATION POUR DES RAISONS
IDÉOLOGIQUES ET PHILOSOPHIQUES**

**relative à la proposition de décret
modifiant le décret du 7 juillet 2017
portant subvention et agrément de
l'animation socioculturelle des adultes**

DÉCISION

du Collège des présidents d'assemblée

SOMMAIRE

Pages

I. Décision.....	3
II. Annexe:	
Proposition de décret (traduction).....	5
Motion (traduction).....	32

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

5 december 2019

**MOTIE TOT VERKLARING VAN
DISCRIMINATIE OM IDEOLOGISCHE EN
FILOSOFISCHE REDENEN**

**over het voorstel van decreet houdende
wijziging van het decreet van 7 juli 2017
houdende de subsidiëring en erkenning
van het sociaal-cultureel volwassenenwerk**

BESLISSING

van het College van parlementsvoorzitters

INHOUD

Blz.

I. Beslissing.....	3
II. Bijlage:	
Voorstel van decreet.....	18
Motie.....	34

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

DÉCISION

Le président de la Chambre des représentants;

La présidente du Sénat;

La présidente du Parlement flamand;

Le président du Parlement de la Communauté française;

— siégeant en collège le mercredi 4 décembre 2019 en vue de statuer sur la recevabilité d'une motion relative à une discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques;

— vu les articles 4 et 5 de la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise (chapitre II, section I. Dispositions en vue de prévenir toute discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques);

— informés par la présidente du Parlement flamand de la motion déposée au Parlement flamand le 27 novembre 2019 par M. Björn Rzoska, Mme Katia Segers, M. Jos D'Haese et consorts concernant la proposition de décret modifiant le décret du 7 juillet 2007 portant subvention et agrément de l'animation socioculturelle des adultes;

— constatant que la motion précitée a été déposée conformément aux formalités prévues à l'article 4 précité;

— statuant par parité de voix;

déclarent la motion recevable.

Bruxelles, le 4 décembre 2019.

Le président de la Chambre
des représentants,

Patrick DEWAELE

BESLISSING

De voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers;

De voorzitter van de Senaat;

De voorzitter van het Vlaams Parlement;

De voorzitter van het Parlement van de Franse Gemeenschap;

— vergaderend in College op woensdag 4 december 2019 om uitspraak te doen over de ontvankelijkheid van een motie betreffende een discriminatie om ideologische en filosofische redenen;

— gelet op de artikelen 4 en 5 van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de Wetgevende Kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse cultuurgemeenschap (hoofdstuk II, afdeling I. Bepalingen ter voorkoming van elke discriminatie om ideologische en filosofische redenen);

— door de voorzitter van het Vlaams Parlement in kennis gesteld van de motie die op 27 november 2019 bij het Vlaams Parlement door Björn Rzoska, Katia Segers en Jos D'Haese c.s. is ingediend met betrekking tot het voorstel van decreet houdende wijziging van het decreet van 7 juli 2017 houdende de subsidiëring en erkenning van het sociaal-cultureel volwassenenwerk;

— vaststellende dat de motie is ingediend conform de bij hogervermeld artikel 4 voorgeschreven vormvereisten;

— uitspraak doende bij staking van stemmen;

verklaren de motie ontvankelijk.

Brussel, 4 december 2019.

De voorzitter van de Kamer
van volksvertegenwoordigers,

Patrick DEWAELE

La présidente du Sénat,

Sabine LARUELLE

La présidente du Parlement flamand,

Liesbeth HOMANS

Le président du Parlement de
la Communauté française,

Rudy DEMOTTE

De voorzitter van de Senaat,

Sabine LARUELLE

De voorzitter van het Vlaams Parlement,

Liesbeth HOMANS

De voorzitter van het Parlement van
de Franse Gemeenschap,

Rudy DEMOTTE

TRADUCTION

Proposition de décret :

de Marius Meremans, Karin Brouwers, Stephanie D'hose, Cathy Coudyser, Orry Van de Wauwer et Manuela Van Werde

modifiant le décret du 7 juillet 2017 portant subvention et agrément de l'animation socioculturelle des adultes

N° 155 (2019/2020) – N°1

Déposée le 27 novembre 2020 (2019-2020)

1. Exposé général

Les auteurs de la présente proposition de décret souhaitent modifier le décret du 7 juillet 2017 portant subvention et agrément de l'animation socioculturelle des adultes pour des raisons énoncées dans l'accord de gouvernement 2019-2024 :

« Nous reconnaissons la force unifiante et émancipatrice de l'animation socioculturelle des adultes et son intérêt pour la création d'une société engagée, faisant preuve d'une identité collective partagée, basée sur un socle commun de valeurs et de droits et libertés fondamentaux. L'animation socioculturelle des adultes doit être mise en œuvre par des organisations qui contribuent à l'émancipation d'individus et de groupes et au renforcement d'une société démocratique, inclusive et durable. Afin de mettre cette vision encore plus en exergue, nous envisageons de modifier l'actuel décret relatif à l'animation socioculturelle des adultes afin d'insister sur ces deux objectifs, dont la satisfaction constituera une condition de subvention prioritaire. Dans cette optique, des initiatives qui se replient sur l'origine ethnoculturelle ne seront plus subventionnées. Le subventionnement futur sera d'ailleurs basé sur l'évaluation des visites effectuées, l'application rigoureuse des critères d'évaluation et la mesure dans laquelle l'initiative s'inscrit dans le paysage de l'animation socioculturelle des adultes. Ces trois éléments sont des critères d'évaluation à part entière et constituent le cadre d'évaluation. En prenant ces pierres de touche comme base pour justifier nos décisions, nous subventionnerons en priorité des organisations socioculturelles qui sont investies dans la formation socio-éducative, la mise en lien, la coopération, la lutte contre la ségrégation, la construction de ponts et l'apprentissage formel et non formel. Dans les choix et décisions relatifs aux subventions nous tenons compte, comme il est déjà prévu par l'actuel décret, de l'assise et de la pertinence sociétale de l'organisation, telles qu'exprimées par le nombre de membres payants actifs ou le fonctionnement, l'organisation et la présence sur le terrain réels. La modification du décret ne porte pas atteinte au calendrier prévu. Quoique nous tenions compte des avis des experts externes lors de l'octroi des subventions, comme c'est le cas pour les autres décrets portant sur la culture, l'évaluation finale de la mesure dans laquelle les projets répondent aux objectifs et aux critères politiques réglementairement établis et l'établissement du montant de la subvention lui-même dans les limites des budgets incombent sans restriction et de manière autonome au gouvernement. Nous ajustons, en conséquence, également les procédures d'avis et les règles relatives à l'établissement du montant de la subvention dans le décret. »

Il en découle, en ce qui concerne l'objectif du décret, qu'il est souligné que seules sont éligibles à une subvention les organisations qui ne se replient pas uniquement sur l'origine ethnoculturelle. Ce dernier aspect constitue un élément d'évaluation prioritaire.

Sont en plus modifiées toutes les dispositions limitant le pouvoir de décision autonome du Gouvernement. Enfin, l'obligation de visiter toutes les organisations pendant chaque législature est convertie en une approche relative au contrôle des organisations, fondée sur une analyse du risque.

Vu que le calendrier dans le décret reste inchangé, la présente modification de décret entrera en vigueur le 1 décembre 2019.

2. Commentaire des articles

Article 1

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 2

Cet article modifie l'article 3, dans lequel le but du décret est établi.

Il est insisté sur le fait que seules sont éligibles à une subvention les organisations qui luttent contre la ségrégation et qui ne se replient pas uniquement sur l'origine ethnoculturelle et qui développent et propagent des pratiques et notions offrant une réelle réponse aux défis de notre société partagée.

En cernant ainsi le but du décret et en intégrant ce critère en outre aux articles 11 et 36 comme un des cinq éléments d'évaluation fondamentaux, il devient apparent que seules les organisations satisfaisant à ce but sont éligibles à la subvention.

Vu que cette modification ne fait qu'explicitier la finalité du décret, comme il a déjà été énoncé dans l'exposé des motifs, elle n'exclut pas la possibilité de s'orienter vers des groupes à potentiel. L'article 10 du décret, qui reste inchangé, stipule d'ailleurs explicitement que les organisations envisageant de développer des actions en faveur d'un groupe à potentiel, sont également tenus d'élargir leurs actions, au choix, à des communautés, groupes cibles ou le grand public.

Article 3

Cet article modifie l'article 5.

Le décret est aligné sur les autres décrets portant sur la culture qui ne comprennent pas de dispositions relatives à la marge décisionnelle du Gouvernement flamand. Toutes les dispositions portant sur le plafonnement de la hausse ou de la baisse de l'enveloppe subventionnelle stipulées dans le paragraphe 1er sont par conséquent abrogées et une disposition autorisant le Gouvernement flamand à déroger de l'avis de la commission d'appréciation moyennant motivation y est insérée.

La possibilité d'un parcours de remédiation de 24 mois dont disposent les organisations pourrait avoir comme conséquence que ces organisations se trouvent encore dans ce parcours de remédiation au moment où le plan directeur doit être introduit, à savoir au 31 décembre de l'avant-dernière année de la période stratégique. Vu que la commission d'appréciation ne peut traiter le plan directeur qu'après la fin du parcours de remédiation, le délai de traitement pour les organisations qui ont reçu une évaluation positive de la commission de visite ne peut pas être garanti. Vu qu'il est possible que le Gouvernement flamand ne puisse pas décider de l'enveloppe subventionnelle pour ces organisations avant le 1 octobre de l'année précédant la nouvelle période stratégique, il est stipulé que l'enveloppe subventionnelle en faveur de ces organisations dans la première année de la nouvelle période stratégique est égale à l'enveloppe subventionnelle que les organisations ont reçue dans la dernière année de la période stratégique écoulée.

Les paragraphes 2 à 9 de cet article sont abrogés. Ils sont rétablis dans un nouvel article 5/1, donnant à la commission d'appréciation des directives relatives à l'établissement d'une enveloppe subventionnelle.

Article 4

Il est inséré un article 5/1.

L'article 5/1 comprend une énumération des combinaisons possibles entre l'évaluation finale de la commission de visite (évaluation positive sans recommandations, évaluation positive avec recommandations ou évaluation négative avec recommandations) et l'évaluation finale de la commission d'appréciation (avis positif, avis positif avec points d'attention ou avis négatif). La commission d'appréciation recommandera, sur la base de ces combinaisons, d'augmenter, de diminuer ou de maintenir l'enveloppe subventionnelle ou d'en cesser l'octroi.

Le point 1° décrit les conséquences :

- qu'aura une évaluation positive sans recommandations de la commission de visite, combinée avec un avis de subvention positif de la commission d'appréciation, qu'il soit assorti ou non de points d'attention, pour le rendu des avis en matière de l'enveloppe subventionnelle pour la période stratégique suivante. L'évaluation finale de la commission de visite est un seul aspect de l'avis sur la subvention que la commission d'appréciation formulera à l'attention du Gouvernement flamand. La proposition de la commission d'appréciation de maintenir ou d'augmenter la subvention dépendra au final de cette évaluation, combinée avec l'évaluation finale de la demande de subvention pour la période stratégique suivante.
- qu'aura une évaluation positive avec recommandations de la commission de visite, combinée avec un avis de subvention positif de la commission d'appréciation, qu'il soit assorti ou non de points d'attention, pour le rendu des avis en matière de l'enveloppe subventionnelle pour la période stratégique suivante. L'évaluation finale de la commission de visite est un seul aspect de l'avis sur la subvention que la commission d'appréciation formulera à l'attention du Gouvernement flamand. La proposition de la commission d'appréciation de maintenir ou d'augmenter la subvention dépendra au final de cette évaluation, combinée avec l'évaluation finale de la demande de subvention pour la période stratégique suivante.

Le point 2° décrit les conséquences que peut avoir une évaluation positive avec recommandations de la commission de visite, combinée avec un avis de subvention positif avec points d'attention de la commission d'appréciation pour le rendu des avis en matière de l'octroi ou du non-octroi d'une subvention pour la période stratégique suivante. L'évaluation finale de la commission de visite est un seul aspect de l'avis sur la subvention que la commission d'appréciation formulera à l'attention du Gouvernement flamand. La proposition de la commission d'appréciation de diminuer, de maintenir ou d'augmenter la subvention dépendra au final de cette évaluation, combinée avec l'évaluation finale de la demande de subvention pour la période stratégique suivante.

Le point 3° décrit les conséquences :

- qu'aura une évaluation positive sans recommandations de la commission de visite, combinée avec un avis de subvention négatif de la commission d'appréciation pour le rendu des avis en matière de l'octroi ou du non-octroi d'une subvention pour la période stratégique suivante. L'évaluation finale de la commission de visite est un seul aspect de l'avis sur la subvention que la commission d'appréciation formulera à l'attention du Gouvernement flamand. La proposition de la

commission d'appréciation de diminuer ou de tout au plus maintenir la subvention dépendra au final de cette évaluation, combinée avec l'évaluation finale de la demande de subvention pour la période stratégique suivante.

- qu'aura une évaluation négative avec recommandations de la commission de visite, combinée d'un avis de subvention positif de la commission d'appréciation, qu'il soit assorti ou non de points d'attention, pour le rendu des avis en matière de l'octroi ou du non-octroi d'une subvention pour la période stratégique suivante. L'évaluation finale de la commission de visite est un seul aspect de l'avis sur la subvention que la commission d'appréciation formulera à l'attention du Gouvernement flamand. La proposition de la commission d'appréciation de diminuer ou de tout au plus maintenir la subvention dépendra au final de cette évaluation, combinée avec l'évaluation finale de la demande de subvention pour la période stratégique suivante.

Le point 4° décrit les conséquences :

- qu'aura une évaluation positive avec recommandations de la commission de visite, combinée d'un avis de subvention négatif de la commission d'appréciation pour le rendu des avis en matière de l'octroi ou du non-octroi d'une subvention pour la période stratégique suivante. L'évaluation finale de la commission de visite est un seul aspect de l'avis sur la subvention que la commission d'appréciation formulera à l'attention du Gouvernement flamand. La proposition de la commission d'appréciation d'arrêter la subvention dépendra de cette évaluation, combinée avec l'évaluation finale de la demande de subvention pour la période stratégique suivante.
- qu'aura une évaluation positive avec recommandations de la commission de visite, combinée avec un avis de subvention négatif de la commission d'appréciation pour le rendu des avis en matière de l'octroi ou du non-octroi d'une subvention pour la période stratégique suivante. L'évaluation finale de la commission de visite est un seul aspect de l'avis sur la subvention que la commission d'appréciation formulera à l'attention du Gouvernement flamand. La proposition de la commission d'appréciation d'arrêter la subvention dépendra de cette évaluation, combinée avec l'évaluation finale de la demande de subvention pour la période stratégique suivante.

Aucune directive n'est donnée pour ce qui concerne le rendu des avis et évaluations en matière de l'enveloppe subventionnelle pour les organisations nouvelles.

Article 5

Cet article modifie l'article 9, qui décrit les éléments du plan directeur.

Le paragraphe 1er, 3°, c) stipule que le volume et les résultats du fonctionnement doivent être démontrés au moyen de données-clés et de chiffres relatifs au programme d'activités pour les troisième et quatrième années de la période stratégique en cours. Il y est ajouté que des données-clés et des chiffres doivent être fournis sur entre autres l'assise et la pertinence sociétale. Le but en est d'avoir une vue encore meilleure sur l'ampleur et la nature des activités et pratiques. Ces données-clés peuvent se référer au nombre de membres actifs (payants), au fonctionnement réel, à l'organisation et à la présence sur le terrain.

Le paragraphe 2, b) stipule que le volume et les résultats du fonctionnement doivent être démontrés au moyen de données-clés et de chiffres relatifs au programme d'activités pour les troisième et quatrième années de la période stratégique en cours. Il y est ajouté que des données-clés et des chiffres doivent être fournis sur entre autres l'assise et la

pertinence sociétale. Le but en est d'avoir une vue encore meilleure sur l'ampleur et la nature des activités et pratiques. Ces données-clés peuvent se référer au nombre de membres actifs (payants), au fonctionnement réel, à l'organisation et à la présence sur le terrain.

Article 6

Cet article modifie l'article 11, qui énumère les éléments d'appréciation les plus fondamentaux pour être éligible à une subvention.

Le cadre politique considère comme problématique le non-respect d'un des éléments d'appréciation fondamentaux suivants par l'organisation :

- la contribution de la mission et de la vision de l'organisation socioculturelle pour adultes à l'objectif du décret ;
- l'explication du choix pour au moins deux fonctions socioculturelles, et leur élaboration en relation avec la mission et la vision de l'organisation socioculturelle ;
- un programme d'activités ayant une pertinence et un rayonnement pour la région de langue néerlandaise ou un programme d'activités ayant une pertinence et un rayonnement pour la région de langue néerlandaise et la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;
- un programme d'activités subventionné qui se déroule en grande partie dans le temps libre ;
- une politique gestionnaire pluriannuelle intégrée en matière de qualité et de finances.

Lors de l'évaluation des demandes de subvention pour la première période stratégique (2021-2025), la commission d'appréciation évalue la présence de ces éléments fondamentaux chez toutes les organisations en leur accordant le score « satisfait », « satisfait partiellement » ou « insuffisant ». Dès qu'un score « insuffisant » est donné à au moins un de ces éléments, un avis de subvention négatif est formulé. En vue de la période stratégique 2026-2030 les commissions de visite évaluent ces cinq éléments d'évaluation pour les organisations déjà subventionnées en y accordant le score « satisfait », « satisfait partiellement » ou « insuffisant ». Si la commission de visite a accordé le score « satisfait partiellement » ou « insuffisant » à au moins un de ces éléments, la commission d'appréciation réévaluera les cinq éléments fondamentaux. Les organisations qui obtiennent un score « satisfait » de la commission de visite sur tous les cinq éléments d'évaluation fondamentaux (et donc une évaluation positive sans aucune recommandation pour ces critères fondamentaux), obtiennent automatiquement le score « satisfait » de la commission d'appréciation sur les cinq éléments d'évaluation. En d'autres termes, les données relatives à ces éléments d'évaluation ne doivent pas à nouveau être fournies, ce qui diminue considérablement la charge du travail de ces organisations.

Article 7

Cet article modifie l'article 19.

Des organisations peuvent être dispensées de l'évaluation de la commission de visite pendant chaque période stratégique sur la base d'indicateurs établis par le Gouvernement flamand. Elles pourront alors se référer au dernier rapport de visite d'une période stratégique précédente, ce qui constitue une réduction de la charge de travail pour ces organisations.

Article 8

Cet article modifie l'article 22 sur les deux points suivants :

1° cette modification a comme conséquence que l'organisation doit satisfaire à un critère d'évaluation supplémentaire pour ce qui concerne l'élément d'évaluation « la contribution de la mission et de la vision de l'organisation socioculturelle à l'objectif du décret », à savoir « indiquer ce qu'elle entreprend pour éviter de se replier uniquement sur l'origine ethnoculturelle » ;

2° cette modification découle de la modification de l'article 11 par l'article 6, qui stipule désormais cinq éléments d'évaluation fondamentaux au lieu de quatre.

Article 9

Cet article modifie l'article 23.

Cette modification découle de la modification de l'article 11 par l'article 6, qui stipule désormais cinq éléments d'évaluation fondamentaux au lieu de quatre.

Article 10

Cet article modifie l'article 24.

Cette modification découle de la modification de l'article 5 par l'article 3 et de l'insertion de l'article 5/1 par l'article 4. Les directives pour l'établissement de l'enveloppe subventionnelle pour le rendu des avis par la commission d'appréciation sont désormais reprises dans l'article 5/1.

Article 11

Cet article abroge l'article 25.

L'article 25 a été abrogé vu que la disposition est reprise dans l'article 5 du décret par l'article modificatif 3. La disposition est maintenue et a été complétée de la disposition selon laquelle le Gouvernement flamand peut déroger de l'avis de la commission d'appréciation moyennant motivation.

Article 12

Cet article modifie l'article 30.

Pour l'organisation, l'enveloppe subventionnelle est une constante, fixée sur la base du nombre d'habitants dans la région ou dans les régions concernées.

Le Gouvernement flamand doit pouvoir décider en toute autonomie s'il octroie ou non une enveloppe subventionnelle à des organisations socioculturelles qui ont obtenu une évaluation positive de la commission d'appréciation, tout comme il peut le faire pour des organisations socioculturelles qui ont obtenu une évaluation négative de la commission d'appréciation.

Article 13

Cet article modifie l'article 34, qui décrit les éléments du plan directeur.

Le paragraphe 3°, c) stipule que le volume et les résultats du fonctionnement doivent être démontrés au moyen de données-clés et de chiffres relatifs au programme d'activités pour les troisième et quatrième années de la période stratégique en cours. Il y est ajouté que des données-clés et des chiffres doivent être fournis sur entre autres l'assise et la pertinence sociétale. Le but en est d'avoir une vue encore meilleure sur l'ampleur et la nature des activités et pratiques. Ces données-clés peuvent se référer au

nombre de membres actifs (payants), au fonctionnement réel, à l'organisation et à la présence sur le terrain.

Article 14

Cet article modifie l'article 36, qui énumère les éléments d'appréciation les plus fondamentaux pour être éligible à une subvention.

Le cadre politique stipule que l'organisation obtient une évaluation négative, assortie de recommandations et un délai de remédiation d'au maximum douze mois, si elle ne satisfait pas à un des éléments d'évaluation fondamentaux suivants :

- la contribution de la mission et de la vision de l'organisation socioculturelle pour adultes à l'objectif du décret ;
- l'élaboration des quatre fonctions socioculturelles ;
- le programme d'activités ayant une pertinence et un rayonnement pour la région ou les régions concernées, aligné sur le contexte culturel et sociétal de la région, et complémentaire au programme d'activités d'autres acteurs dans la région spécifique ;
- un programme d'activités subventionné qui se déroule en grande partie dans le temps libre ;
- une politique gestionnaire pluriannuelle intégrée en matière de qualité et de finances.

Article 15

Cet article modifie l'article 42 sur les deux points suivants :

1° cette modification a comme conséquence que l'organisation doit satisfaire à un critère d'évaluation supplémentaire pour ce qui concerne l'élément d'évaluation « la contribution de la mission et de la vision de l'organisation socioculturelle à l'objectif du décret », à savoir « indiquer ce qu'elle entreprend pour éviter de se replier uniquement sur l'origine ethnoculturelle » ;

2° cette modification découle de la modification de l'article 36 par l'article 14, qui stipule désormais cinq éléments d'évaluation fondamentaux au lieu de quatre.

Article 16

Cet article modifie l'article 48.

Toute organisation socioculturelle qui est subventionnée sur la base du présent décret, doit satisfaire à un certain nombre d'obligations pour maintenir cette subvention.

Comme corollaire de l'éclaircissement dans les articles 9 et 34, il est supplémentairement exigé que dans le rapport d'avancement, les données-clés et les chiffres relatifs au fonctionnement des première et deuxième années de la période stratégique comprennent également des données-clés et des chiffres sur l'assise et la pertinence sociétale.

Article 17

Cet article modifie l'article 60, qui est un article transitoire pour les organisations dans la période stratégique 2016-2020 en cours.

La modification du paragraphe 11 est analogue à la modification de l'article 5 par l'article 3 et à l'insertion de l'article 5/1 par l'article 4. Le paragraphe comprend une énumération

des combinaisons possibles entre l'évaluation finale de la commission de visite (évaluation positive sans recommandations, évaluation positive avec recommandations ou évaluation négative avec recommandations) et l'évaluation finale de la commission d'appréciation (avis positif, avis positif avec points d'attention ou avis négatif). La commission d'appréciation recommandera, sur la base de ces combinaisons, d'augmenter, de diminuer ou de maintenir l'enveloppe subventionnelle ou d'en cesser l'octroi.

Le paragraphe 14 est abrogé vu que toutes les dispositions relatives au plafonnage de la hausse ou de la baisse de l'enveloppe subventionnelle sont abrogées, afin d'autoriser le Gouvernement flamand à décider de l'enveloppe subventionnelle de manière autonome.

Article 18

Cet article modifie l'article 64.

La deuxième phrase du paragraphe 2 est abrogée vu que toutes les dispositions relatives au plafonnage de la hausse ou de la baisse de l'enveloppe subventionnelle sont abrogées, afin d'autoriser le Gouvernement flamand à décider de l'enveloppe subventionnelle de manière autonome.

Article 19

L'entrée en vigueur au 1er décembre 2019 est nécessaire pour permettre aux organisations d'introduire un dossier qui répond aux critères modifiés dans les délais.

Proposition de décret

Article 1er. Le présent décret règle une matière communautaire.

Art. 2. À l'article 3 du décret du 7 juillet 2017 portant subvention et agrément de l'animation socioculturelle des adultes sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er la phrase « À cet effet, elles développent et diffusent des pratiques susceptibles de fournir des solutions efficaces. » est remplacée par la phrase « À cet effet, elles développent et diffusent des pratiques susceptibles de fournir des solutions efficaces, mais elles ne se replient pas uniquement sur leur origine ethnoculturelle et luttent contre la ségrégation. » ;

2° entre les alinéas 1er et 2, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le socle commun de valeurs, de droits et de libertés fondamentaux visé à l'alinéa 1er, est fondé sur des principes fondamentaux tels que le droit à la liberté d'expression, l'égalité entre hommes et femmes, la séparation de l'Église et de l'État, ainsi que l'égalité des chances, l'élimination de la discrimination et la lutte contre le racisme. » ;

3° dans l'alinéa 3, le membre de phrase « l'alinéa 2 » est remplacé par le membre de phrase « l'alinéa 3 ».

Art. 3. À l'article 5 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1er, avant l'alinéa 1er, est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le Gouvernement flamand statue sur l'octroi d'une enveloppe subventionnelle par organisation socioculturelle pour adultes, sur base de l'avis de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4. Il peut s'écarter de cet avis de manière motivée. » ;

2° dans le paragraphe 1er, l'alinéa 2 existant, qui devient l'alinéa 3, est remplacé par ce qui suit :

« Si le Gouvernement flamand ne prend une décision sur l'enveloppe subventionnelle qu'au cours de la première année de la nouvelle période stratégique, la même enveloppe subventionnelle que celle de la dernière année de la période stratégique précédente sera accordée au cours de la première année de la nouvelle période stratégique. » ;

3° au paragraphe 1er, l'alinéa 3 existant est abrogé ;

4° les paragraphes 2 à 9 sont abrogés.

Art. 4. Dans le même décret, modifié par le décret du 29 mars 2019, il est inséré un article 5/1 ainsi rédigé :

« Art. 5/1 L'avis du comité d'appréciation visé à l'article 22, § 4, tient compte des lignes directrices suivantes pour l'avis sur l'octroi de l'enveloppe subventionnelle pour la nouvelle période stratégique :

1° l'enveloppe subventionnelle est égale ou supérieure à l'enveloppe subventionnelle de la période stratégique précédente pour les organisations socioculturelles pour adultes :

- a) ayant reçu une évaluation positive sans recommandations de la commission de visite, visée à l'article 23, § 3, alinéa 2, 1^o, et un avis de subvention positif ou un avis de subvention positif avec points d'attention de la commission d'appréciation, visés à l'article 22, § 4, alinéa 2, 1^o ou 2^o ;
- b) ayant reçu une évaluation positive avec recommandations de la commission de visite, visée à l'article 23, § 3, alinéa 2, 2^o, et un avis de subvention positif de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4, alinéa 2, 1^o ;

2^o l'enveloppe subventionnelle est inférieure, égale ou supérieure à l'enveloppe subventionnelle de la période stratégique précédente pour les organisations socioculturelles pour adultes ayant reçu une évaluation positive avec recommandations de la commission de visite, visée à l'article 23, § 3, alinéa 2, 2^o, et un avis de subvention positif avec points d'attention de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4, alinéa 2, 2^o ;

3^o l'enveloppe subventionnelle est inférieure ou égale à l'enveloppe subventionnelle de la période stratégique précédente pour les organisations socioculturelles pour adultes :

- a) ayant reçu une évaluation positive sans recommandations de la commission de visite, visée à l'article 23, § 3, alinéa 2, 1^o, et un avis de subvention négatif de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4, alinéa 2, 3^o ;
- b) ayant reçu une évaluation négative sans recommandations de la commission de visite, visée à l'article 23, § 3, alinéa 2, 3^o, et un avis de subvention positif ou un avis de subvention positif avec points d'attention de la commission d'appréciation, visés à l'article 22, § 4, alinéa 2, 1^o ou 2^o ;

4^o l'enveloppe subventionnelle est inférieure à l'enveloppe subventionnelle de la période stratégique précédente ou le subventionnement est cessé pour les organisations socioculturelles pour adultes :

- a) ayant reçu une évaluation positive avec recommandations de la commission de visite, visée à l'article 23, § 3, alinéa 2, 2^o, et un avis de subvention négatif de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4, alinéa 2, 3^o ;
- b) ayant reçu une évaluation négative avec recommandations de la commission de visite, visée à l'article 23, § 3, alinéa 2, 3^o, et un avis de subvention négatif de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4, alinéa 2, 3^o. ».

Art. 5. À l'article 9, paragraphe 1er, 3^o, c) et paragraphe 2, b) du même décret, est ajouté le membre de phrase « , ayant trait, entre autres, à l'assise et à la pertinence sociétale ».

Art. 6. À l'article 11 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1^o dans l'alinéa 1er, il est inséré avant le point 1^o, qui devient le point 1^o/1, un nouveau point 1^o ainsi rédigé :

« 1^o la contribution de la mission et de la vision de l'organisation socioculturelle pour adultes à l'objectif énoncé à l'article 3 ; » ;

2^o dans l'alinéa 2 le mot « quatre » est remplacé par le mot « cinq ».

Art. 7. À l'article 19 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er les mots « de chaque organisation socioculturelle pour adultes subventionnée » sont remplacés par les mots « d'organisations socioculturelles pour adultes subventionnées » ;

2° entre les alinéas 1er et 2 sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Le Gouvernement flamand détermine, après avis de la Commission consultative de l'Animation socioculturelle des Adultes, visée à l'article 16, les indicateurs sur la base desquels l'administration établit la liste des organisations socioculturelles pour adultes subventionnées qui ne sont pas évaluées par les commissions de visite pendant la période stratégique en cours.

Pour les organisations socioculturelles pour adultes qui ne sont pas évaluées par les commissions de visite pendant la période stratégique en cours, le rapport de visite mentionné à l'article 22, § 1er est le rapport de visite de leur dernière évaluation. ».

Art. 8. À l'article 22 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 3, il est inséré entre les alinéas 1er et 2 un alinéa ainsi rédigé :

« Lors de l'élaboration des critères d'évaluation visés à l'alinéa 1er, pour ce qui est de l'élément d'évaluation visé à l'article 10, alinéa 1er, 1°, le critère d'évaluation est également ajouté selon lequel l'organisation exprime explicitement ses ambitions pour la période stratégique à venir et indique ce qu'elle entreprend pour éviter de se replier uniquement sur l'origine ethnoculturelle. » ;

2° dans le paragraphe 5 l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'organisation socioculturelle pour adultes reçoit un avis de subvention positif avec points d'attention, tel que visé au paragraphe 4, alinéa 2, 2°, si elle a obtenu pour chacun des cinq éléments d'appréciation visés à l'article 11, un « satisfait » ou un « satisfait partiellement » et pour au moins trois autres éléments d'appréciation, visés à l'article 10, un « satisfait » ou un « satisfait partiellement ». ».

Art. 9. Dans l'article 23, § 4 du même décret, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'organisation socioculturelle pour adultes reçoit une évaluation positive avec recommandations, telle que visée au paragraphe 3, alinéa 2, 2°, si elle a obtenu pour chacun des cinq éléments d'appréciation visés à l'article 11, un « satisfait » ou un « satisfait partiellement » et pour au moins trois des autres éléments d'appréciation, visés à l'article 10, un « satisfait » ou un « satisfait partiellement ». ».

Art. 10. Dans l'article 24, § 3, alinéa 2 du même décret la phrase « Pour déterminer l'enveloppe subventionnelle pour la période stratégique suivante, l'article 5, §§ 7 et 8, est d'application. » est remplacée par la phrase « Pour l'émission de l'avis sur l'enveloppe subventionnelle pour la période stratégique suivante par la commission d'appréciation, l'article 5/1 est d'application. ».

Art. 11. L'article 25 du même décret est abrogé.

Art. 12. À l'article 30, § 3, alinéa 1er du même décret, le membre de phrase « , s'il suit l'évaluation positive de la commission d'appréciation » est ajoutée.

Art. 13. À l'article 34, 3°, c) du même décret est ajouté le membre de phrase « , ayant trait, entre autres, à l'assise et à la pertinence sociétale ».

Art. 14. Dans l'article 36 du même décret il est inséré avant le point 1°, qui devient le point 1°/1, un nouveau point 1° ainsi rédigé :

« 1° la contribution de la mission et de la vision de l'organisation socioculturelle pour adultes à l'objectif du décret, énoncé à l'article 35, alinéa 1er, 1° ; ».

Art. 15. À l'article 42 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le paragraphe 2, il est inséré entre les alinéas 1er et 2 un alinéa ainsi rédigé :

« Lors de l'élaboration des critères d'évaluation visés à l'alinéa 1er, pour ce qui est de l'élément d'évaluation visé à l'article 35, alinéa 1er, 1°, le critère d'évaluation est également ajouté selon lequel l'organisation exprime explicitement ses ambitions pour la période stratégique à venir et indique ce qu'elle entreprend pour éviter de se replier uniquement sur l'origine ethnoculturelle. » ;

2° dans le paragraphe 4 l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« L'organisation socioculturelle pour adultes reçoit une évaluation positive avec recommandations, telle que visée au paragraphe 3, alinéa 2, 2°, si elle a obtenu pour chacun des cinq éléments d'appréciation visés à l'article 36, un « satisfait » ou un « satisfait partiellement » et pour au moins trois des autres éléments d'appréciation, visés à l'article 35, un « satisfait » ou un « satisfait partiellement ». ».

Art. 16. À l'article 48, § 1er du même décret, modifié par le décret du 29 mars 2019, il est ajouté un alinéa 3 ainsi rédigé :

« Les modalités des obligations, mentionnées à l'alinéa 2 prévoient notamment que, dans le rapport d'avancement, les données-clés et les chiffres relatifs au fonctionnement des première et deuxième années de la période stratégique comprennent également des données-clés et des chiffres sur l'assise et la pertinence sociétale. ».

Art. 17. À l'article 60 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° le paragraphe 11 est remplacé par ce qui suit :

« § 11. L'avis de la commission d'appréciation visé à l'article 22, § 4, tient compte des lignes directrices suivantes pour l'avis sur l'octroi de l'enveloppe subventionnelle pour la nouvelle période stratégique :

1° l'enveloppe subventionnelle est égale ou supérieure à l'enveloppe subventionnelle de la période stratégique précédente pour les organisations socioculturelles pour adultes :

- a) ayant reçu une évaluation positive sans recommandations de la commission de visite, visée au paragraphe 10, 1°, et un avis de subvention positif ou un avis de subvention positif avec points d'attention de la commission d'appréciation, visés à l'article 22, § 4, alinéa 2, 1° ou 2° ;
- b) ayant reçu une évaluation positive avec recommandations de la commission de visite, visée au paragraphe 10, 2°, et un avis de subvention positif de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4, alinéa 2, 1° ;

2° l'enveloppe subventionnelle est inférieure, égale ou supérieure à l'enveloppe subventionnelle de la période stratégique précédente pour les organisations socioculturelles pour adultes ayant reçu une évaluation positive avec recommandations de la commission de visite, visée au paragraphe 10, 2°, et un avis de subvention positif

avec points d'attention de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4, alinéa 2, 2° ;

3° l'enveloppe subventionnelle est inférieure ou égale à l'enveloppe subventionnelle de la période stratégique précédente pour les organisations socioculturelles pour adultes :

- a) ayant reçu une évaluation positive sans recommandations de la commission de visite, visée au paragraphe 10, 1°, et un avis de subvention négatif de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4, alinéa 2, 3° ;
- b) ayant reçu une évaluation négative avec recommandations de la commission de visite, visée au paragraphe 10, 3°, et un avis de subvention positif ou un avis de subvention positif avec points d'attention de la commission d'appréciation, visés à l'article 22, § 4, alinéa 2, 1° ou 2° ;

4° l'enveloppe subventionnelle est inférieure à l'enveloppe subventionnelle de la période stratégique précédente ou le subventionnement est cessé pour les organisations socioculturelles pour adultes :

- a) ayant reçu une évaluation positive avec recommandations de la commission de visite, visée au paragraphe 10, 2°, et un avis de subvention négatif de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4, alinéa 2, 3° ;
- b) ayant reçu une évaluation négative avec recommandations de la commission de visite, visée au paragraphe 10, 3°, et un avis de subvention négatif de la commission d'appréciation, visé à l'article 22, § 4, alinéa 2, 3°. » ;

2° dans le paragraphe 13, alinéa 4 du même décret la phrase « Pour déterminer l'enveloppe subventionnelle pour la période stratégique suivante, le paragraphe 11, alinéas 6 ou 7, est d'application. » est remplacée par la phrase « Pour l'émission de l'avis sur l'enveloppe subventionnelle pour la période stratégique suivante par la commission d'appréciation, le paragraphe 11, 4° est d'application. » ;

3° le paragraphe 14 est abrogé.

Art. 18. Dans l'article 64, § 2 du même décret, la deuxième phrase est abrogée.

Art. 19. Le présent décret produit ses effets le 1er décembre 2019.

Marius MEREMANS
Karin BROUWERS
Stephanie D'HOSE
Cathy COUDYSER
Orry VAN DE WAUWER
Manuela VAN WERDE



Vlaams
Parlement

ingediend op **155** (2019-2020) – Nr. 1
27 november 2020 (2019-2020)

Voorstel van decreet

van Marius Meremans, Karin Brouwers, Stephanie D'Hose,
Cathy Coudyser, Orry Van de Wauwer en Manuela Van Werde

houdende wijziging van het decreet van 7 juli 2017
houdende de subsidiëring en erkenning
van het sociaal-cultureel volwassenenwerk

De volgende tekst is de tekst zoals ingediend bij de diensten van het
Vlaams Parlement

Voorstel van decreet

van Marius Meremans, Karin Brouwers, Stephanie D'hose, Cathy Coudyser, Orry Van de Wauwer en Manuela Van Werde

houdende wijziging van het decreet van 7 juli 2017 houdende de subsidiëring en erkenning van het sociaal-cultureel volwassenenwerk

1. Algemene toelichting

De indieners van dit voorstel van decreet willen het decreet van 7 juli 2017 houdende de subsidiëring en erkenning van het sociaal-cultureel volwassenenwerk aanpassen om de redenen die in het regeerakkoord 2019-2024 worden geformuleerd:

"We erkennen de verbindende en emancipatorische kracht van het sociaal-cultureel volwassenenwerk en het belang ervan voor de vorming van een betrokken samenleving, met een collectief gedeelde identiteit gebaseerd op een gemeenschappelijke sokkel van waarden en fundamentele rechten en vrijheden. Het moet gaan om organisaties die bijdragen aan de emancipatie van mensen en groepen en aan de versterking van een democratische, inclusieve en duurzame samenleving. Om dit nog sterker tot uitdrukking te brengen passen we het huidige decreet sociaal-cultureel volwassenenwerk aan om dit te beklemtonen en maken we van beide een prioritaire subsidievoorwaarde. Initiatieven die zich terugplooien op etnisch-culturele afkomst worden daarbij niet meer gesubsidieerd. Tevens zal de toekomstige subsidiëring gebaseerd zijn op de uitgevoerde visitatie, de strikte toepassing van de beoordelingscriteria en de inpassing in een landschapstekening. Deze drie elementen staan elk op zich en vormen het afwegingskader. Met deze beslissingsbepalende toetsstenen subsidiëren we prioritair sociaal-culturele organisaties die inzetten op gemeenschapsvorming, verbinding, samenwerking, segregatie tegengaan, bruggen bouwen en formeel en informeel leren. Bij de subsidiekeuzes en -beslissingen houden we zoals nu reeds voorzien in het decreet rekening met de breedte van het draagvlak en de maatschappelijke relevantie van de organisatie, zoals het actief betalend ledenaantal of de reële werking, organisatie en aanwezigheid op het terrein. De aanpassing van het decreet wijzigt het geplande tijds kader niet. Zoals bij andere cultuurdecreten houden we bij de subsidietoekenning rekening met adviezen van externe experts, maar blijft de finale inhoudelijke afweging van de regelgevend vastgelegde beleidsdoelstellingen en criteria en het bepalen van het subsidiebedrag zelf binnen het budgettaire kader zonder beperking autonoom berusten bij de regering. We passen in functie daarvan ook de adviesprocedures en de regels voor de bepaling van het subsidiebedrag in het decreet aan."

Als gevolg daarvan wordt, wat het doel van het decreet betreft, benadrukt dat alleen organisaties worden gesubsidieerd die zich niet louter terugplooien op etnisch-culturele afkomst. Dat wordt een prioritair beoordelingselement. Daarnaast worden alle bepalingen gewijzigd die de autonome beslissingsbevoegdheid van de regering beperken. Ten slotte wordt de verplichting om binnen elke beleidsperiode alle organisaties te bezoeken, omgevormd tot een risicogedreven aanpak van het toezicht op de organisaties.

Omdat het geplande tijds kader in het decreet niet wordt gewijzigd, zal deze decreetswijziging doorgevoerd worden op 1 december 2019.

2. Artikelsgewijze toelichting

Artikel 1

Dit artikel behoeft geen toelichting.

Artikel 2

Dit artikel wijzigt artikel 3, waarin het doel van het decreet wordt bepaald.

Er wordt benadrukt dat alleen organisaties worden gesubsidieerd die segregatie tegengaan en zich niet louter terugplooien op etnisch-culturele afkomst, maar praktijken en inzichten ontwikkelen en verspreiden die een werkend antwoord bieden op de uitdagingen van onze gedeelde samenleving.

Door het doel van het decreet op die manier te verduidelijken en door dat criterium bovendien in artikel 11 en 36 op te nemen als een van de vijf meest elementaire beoordelingselementen wordt duidelijk dat alleen organisaties die voldoen aan dat doel, voor subsidiëring in aanmerking komen.

Aangezien deze wijziging alleen de finaliteit van het decreet expliciteert, zoals al werd toegelicht in de memorie van toelichting, is ze ook niet in tegenspraak met de mogelijkheid om met kansengroepen te werken. In artikel 10 van het decreet, dat niet wordt gewijzigd, wordt immers expliciet vermeld dat organisaties die een werking ontplooien voor een kansengroep, ook keuzes moeten maken om hun werking te verbreden naar gemeenschappen, doelgroepen of het brede publiek.

Artikel 3

Dit artikel wijzigt artikel 5.

Het decreet wordt in overeenstemming gebracht met de andere cultuurdecreten, die geen bepalingen bevatten over de beslissingsmarge van de Vlaamse Regering. Bijgevolg worden alle bepalingen over de begrenzing van de stijging of de daling van de subsidie-enveloppe in paragraaf 1 opgeheven en wordt bepaald dat de Vlaamse Regering bij haar beslissing gemotiveerd kan afwijken van het advies van de beoordelingscommissie.

De kans voor organisaties om gedurende 24 maanden te remediëren heeft tot mogelijk gevolg dat die organisaties op het moment dat het beleidsplan moet worden ingediend – dus uiterlijk op 31 december van het voorlaatste jaar van de beleidsperiode – nog bezig zijn met hun remediëringstraject. Aangezien de beoordelingscommissie het beleidsplan pas na afloop van het remediëringstraject kan behandelen, kan de geplande doorlooptijd voor organisaties die van de visitatiecommissie een positieve evaluatie hebben gekregen, niet worden gegarandeerd. Omdat de kans bestaat dat de Vlaamse Regering voor die organisaties niet kan beslissen over de subsidie-enveloppe vóór 1 oktober van het jaar dat voorafgaat aan de nieuwe beleidsperiode, wordt bepaald dat de subsidie-enveloppe voor die organisaties in het eerste jaar van de nieuwe beleidsperiode gelijk is aan de subsidie-enveloppe die de organisaties ontvingen in het laatste jaar van de voorbije beleidsperiode.

Paragraaf 2 tot en met 9 worden in dit artikel opgeheven. Ze worden opnieuw opgenomen in een nieuw artikel 5/1, dat aan de beoordelingscommissie richtlijnen geeft voor het bepalen van een subsidie-enveloppe.

Artikel 4

Er wordt een artikel 5/1 ingevoegd.

Artikel 5/1 bevat een opsomming van de mogelijke combinaties van het eindoordeel van de visitatiecommissie (positieve evaluatie zonder aanbevelingen, positieve evaluatie met aanbevelingen of negatieve evaluatie met aanbevelingen) en van het eindoordeel van de beoordelingscommissie (positief advies, positief advies met aandachtspunten of negatief advies). Op basis van die combinaties zal de beoordelingscommissie adviseren om de subsidie-enveloppe per organisatie te laten stijgen, te laten dalen, status quo te houden of stop te zetten.

Punt 1° omschrijft de gevolgen:

- die een positieve evaluatie zonder aanbevelingen van de visitatiecommissie, gekoppeld aan een positief subsidieadvies, al dan niet met aandachtspunten, van de beoordelingscommissie zal hebben voor de advisering over de subsidie-enveloppe voor de volgende beleidsperiode. Het eindoordeel van de visitatiecommissie vormt één aspect van het subsidieadvies dat de beoordelingscommissie zal formuleren aan de Vlaamse Regering. De combinatie met het eindoordeel over de subsidieaanvraag voor de volgende beleidsperiode zal uiteindelijk bepalen of de beoordelingscommissie voorstelt om de subsidie te behouden of te verhogen;
- die een positieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, gekoppeld aan een positief subsidieadvies, al dan niet met aandachtspunten, van de beoordelingscommissie zal hebben voor de advisering over de subsidie-enveloppe voor de volgende beleidsperiode. Het eindoordeel van de visitatiecommissie vormt één aspect van het subsidieadvies dat de beoordelingscommissie zal formuleren aan de Vlaamse Regering. De combinatie met het eindoordeel over de subsidieaanvraag voor de volgende beleidsperiode zal uiteindelijk bepalen of de beoordelingscommissie voorstelt om de subsidie te behouden of te verhogen.

Punt 2° omschrijft de gevolgen die een positieve evaluatie met aanbevelingen door de visitatiecommissie, gekoppeld aan een positief subsidieadvies met aandachtspunten van de beoordelingscommissie, zal hebben voor de advisering over het al dan niet toekennen van een subsidie voor de volgende beleidsperiode. Het eindoordeel van de visitatiecommissie vormt één aspect van het subsidieadvies dat de beoordelingscommissie zal formuleren aan de Vlaamse Regering. De combinatie met het eindoordeel over de subsidieaanvraag voor de volgende beleidsperiode zal uiteindelijk bepalen of de beoordelingscommissie voorstelt om de subsidie te verlagen, te behouden of te verhogen.

Punt 3° omschrijft de gevolgen:

- die een positieve evaluatie zonder aanbevelingen door de visitatiecommissie, gekoppeld aan een negatief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, zal hebben voor de advisering over het al dan niet toekennen van een subsidie voor de volgende beleidsperiode. Het eindoordeel van de visitatiecommissie vormt één aspect van het subsidieadvies dat de beoordelingscommissie zal formuleren aan de Vlaamse Regering. De combinatie met het eindoordeel over de subsidieaanvraag voor de volgende beleidsperiode zal uiteindelijk bepalen of de beoordelingscommissie voorstelt om de subsidie te verlagen of maximaal voorstelt om de subsidie te behouden;
- die een negatieve evaluatie met aanbevelingen door de visitatiecommissie, gekoppeld aan een positief subsidieadvies, al dan niet met aandachtspunten, van

de beoordelingscommissie, zal hebben op de advisering voor het al dan niet toekennen van een subsidie voor de volgende beleidsperiode. Het eindoordeel van de visitatiecommissie vormt één aspect van het subsidieadvies dat de beoordelingscommissie zal formuleren aan de Vlaamse Regering. De combinatie met het eindoordeel over de subsidieaanvraag voor de volgende beleidsperiode zal uiteindelijk bepalen of de beoordelingscommissie voorstelt om de subsidie te verlagen of maximaal voorstelt om de subsidie te behouden.

Punt 4° omschrijft de gevolgen:

- die een positieve evaluatie met aanbevelingen door de visitatiecommissie, gekoppeld aan een negatief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, zal hebben voor de advisering over het al dan niet toekennen van een subsidie voor de volgende beleidsperiode. Het eindoordeel van de visitatiecommissie vormt één aspect van het subsidieadvies dat de beoordelingscommissie zal formuleren aan de Vlaamse Regering. De combinatie met het eindoordeel over de subsidieaanvraag voor de volgende beleidsperiode zal bepalen of de beoordelingscommissie voorstelt om de subsidie stop te zetten;
- die een negatieve evaluatie met aanbevelingen door de visitatiecommissie, gekoppeld aan een negatief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, zal hebben voor de advisering over het al dan niet toekennen van een subsidie voor de volgende beleidsperiode. Het eindoordeel van de visitatiecommissie vormt één aspect van het subsidieadvies dat de beoordelingscommissie zal formuleren aan de Vlaamse Regering. De combinatie met het eindoordeel over de subsidieaanvraag voor de volgende beleidsperiode zal bepalen of de beoordelingscommissie voorstelt om de subsidie stop te zetten.

Er worden geen richtlijnen gegeven voor het adviseren over de subsidie-enveloppe voor nieuwe organisaties.

Artikel 5

Dit artikel wijzigt artikel 9, dat de elementen van het beleidsplan omschrijft.

Paragraaf 1, 3°, c), stelt dat de omvang en de resultaten van de werking moeten worden aangetoond met kerngegevens en cijfers over de werking in jaar drie en vier van de lopende beleidsperiode. Daarbij wordt bepaald dat er kerngegevens en cijfers moeten worden gegeven over onder meer de breedte van het draagvlak en de maatschappelijke relevantie. De bedoeling is om een nog duidelijker beeld te krijgen van de omvang en de aard van de activiteiten en de praktijken. Die kerngegevens kunnen betrekking hebben op het actieve (betalende) lidmaatschap, de reële werking, de organisatie en de aanwezigheid op het terrein.

Paragraaf 2, b), stelt dat de omvang en de resultaten van de werking moeten worden aangetoond met kerngegevens en cijfers over de werking in de twee jaar die onmiddellijk aan de aanvraag voorafgaan. Daarbij wordt bepaald dat er kerngegevens en cijfers moeten worden gegeven over onder meer de breedte van het draagvlak en de maatschappelijke relevantie. De bedoeling is om een nog duidelijker beeld te krijgen van de omvang en de aard van de activiteiten en de praktijken. Die kerngegevens kunnen betrekking hebben op het actieve (betalende) lidmaatschap, de reële werking, de organisatie en de aanwezigheid op het terrein.

Artikel 6

Dit artikel wijzigt artikel 11, dat bepaalt welke beoordelingselementen het meest elementair zijn om voor subsidiëring in aanmerking te komen.

Het beleidskader gaat ervan uit dat er een probleem rijst als de organisatie niet voldoet aan een van de volgende elementaire beoordelingselementen:

- de bijdrage van de missie en de visie van de sociaal-culturele volwassenenorganisatie aan het doel van het decreet;
- de verduidelijking van de keuze voor minstens twee sociaal-culturele functies, en de uitwerking daarvan in relatie tot de missie en de visie van de sociaal-culturele organisatie;
- een werking met een relevantie en uitstraling voor het Nederlandse taalgebied of een werking met een relevantie en uitstraling voor het Nederlandse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad;
- een gesubsidieerde werking die zich grotendeels afspeelt binnen de vrije tijd;
- een geïntegreerd zakelijk kwaliteits- en financieel meerjarenbeleid.

Bij de beoordeling van de subsidieaanvragen voor de eerste beleidsperiode (2021-2025) evalueert de beoordelingscommissie die elementaire elementen bij alle organisaties door er de score 'voldoet', 'voldoet ten dele' of 'onvoldoende' aan toe te kennen. Een 'onvoldoende' op minstens één van die elementen, geeft aanleiding tot het formuleren van een negatief subsidieadvies. Met het oog op de beleidsperiode 2026-2030 evalueren de visitatiecommissies voor de al gesubsidieerde organisaties die vijf beoordelingselementen door er de score 'voldoet', 'voldoet ten dele' of 'onvoldoende' aan toe te kennen. Als de visitatiecommissie aan minstens één van die elementen de score 'voldoet ten dele' of 'onvoldoende' heeft toegekend, zal de beoordelingscommissie de vijf elementaire elementen opnieuw beoordelen. Organisaties die van de visitatiecommissie op alle vijf de elementaire beoordelingselementen een 'voldoende' krijgen (en dus een positieve evaluatie verkrijgen zonder één aanbeveling voor die elementaire criteria), krijgen van de beoordelingscommissie automatisch de score 'voldoende' op de vijf beoordelingselementen. Dat betekent dat de gegevens over die beoordelingselementen niet opnieuw moeten worden aangereikt, wat de planlast voor die organisaties drastisch vermindert.

Artikel 7

Dit artikel wijzigt artikel 19.

Organisaties kunnen op basis van indicatoren die de Vlaamse Regering vaststelt, vrijgesteld worden van de evaluatie van de visitatiecommissie tijdens elke beleidsperiode. Ze zullen dan kunnen terugvallen op het laatste visitatieverslag van een vorige beleidsperiode. Dat betekent een planlastvermindering voor die organisaties.

Artikel 8

Dit artikel wijzigt artikel 22 op de volgende twee punten:

- 1° deze wijziging heeft tot gevolg dat de organisatie voor het beoordelingselement "de bijdrage van de missie en de visie van de sociaal-culturele organisatie tot het doel van het decreet" aan een aanvullend beoordelingscriterium moet voldoen, namelijk "aangeven hoe ze vermijdt dat ze zich louter terugplooit op etnisch-culturele afkomst";
- 2° deze wijziging is het gevolg van de wijziging van artikel 11 bij artikel 6, dat nu vijf in plaats van vier elementaire beoordelingselementen bepaalt.

Artikel 9

Dit artikel wijzigt artikel 23.

Deze wijziging is het gevolg van de wijziging van artikel 11 bij artikel 6, dat nu vijf in plaats van vier elementaire beoordelingselementen bepaalt.

Artikel 10

Dit artikel wijzigt artikel 24.

Deze wijziging is het gevolg van de aanpassing van artikel 5 bij artikel 3 en de invoeging van artikel 5/1 bij artikel 4. De richtlijnen voor het bepalen van de subsidie-enveloppe voor advisering door de beoordelingscommissie zijn nu opgenomen in artikel 5/1.

Artikel 11

Dit artikel heft artikel 25 op.

Artikel 25 is opgeheven omdat de bepaling bij het wijzigingsartikel 3 is opgenomen in artikel 5 van het decreet. De bepaling blijft behouden en is aangevuld met de bepaling dat de Vlaamse Regering kan afwijken van het advies van de beoordelingscommissie als ze die afwijking motiveert.

Artikel 12

Dit artikel wijzigt artikel 30.

Voor de organisatie is de subsidie-enveloppe een vast gegeven op basis van het inwonersaantal in de desbetreffende regio of regio's.

De Vlaamse Regering moet autonoom kunnen beslissen of ze al dan niet een subsidie-enveloppe toekent aan sociaal-culturele organisaties die een positief oordeel van de beoordelingscommissie hebben gekregen, net zoals ze dat kan voor sociaal-culturele organisaties die een negatief oordeel van de beoordelingscommissie hebben gekregen.

Artikel 13

Dit artikel wijzigt artikel 34, dat de elementen in het beleidsplan omschrijft.

Punt 3°, c), stelt dat de omvang en de resultaten van de werking moeten worden aangetoond met kerngegevens en cijfers over de werking in jaar drie en vier van de lopende beleidsperiode. Daarbij wordt bepaald dat er kerngegevens en cijfers moeten worden gegeven over onder meer de breedte van het draagvlak en de maatschappelijke relevantie. De bedoeling is om een nog duidelijker beeld te krijgen van de omvang en de aard van de activiteiten en de praktijken. Die kerngegevens kunnen betrekking hebben op het actieve (betalende) lidmaatschap, de reële werking, de organisatie en de aanwezigheid op het terrein.

Artikel 14

Dit artikel wijzigt artikel 36, dat bepaalt welke beoordelingselementen het meest elementair zijn om voor subsidie in aanmerking te komen.

Het beleidskader bepaalt dat de organisatie een negatief oordeel krijgt, met aanbevelingen en een remediëringstermijn van maximaal twaalf maanden, als ze niet voldoet aan een van de volgende elementaire beoordelingselementen:

- de bijdrage van de missie en de visie van de sociaal-culturele volwassenenorganisatie aan het doel van het decreet;
- de uitwerking van de vier sociaal-culturele functies;
- de werking met een relevantie en uitstraling voor de desbetreffende regio of regio's, afgestemd op de culturele en maatschappelijke context van de regio, die complementair is aan de werking van andere spelers in de specifieke regio;

- een gesubsidieerde werking die zich grotendeels afspeelt binnen de vrije tijd;
- een geïntegreerd zakelijk kwaliteits- en financieel meerjarenbeleid.

Artikel 15

Dit artikel wijzigt artikel 42 op de volgende twee punten:

1° deze wijziging heeft tot gevolg dat de organisatie voor het beoordelingselement "de bijdrage van de missie en de visie van de sociaal-culturele organisatie tot het doel van het decreet" aan een aanvullend beoordelingscriterium moet voldoen, namelijk "aangeven hoe ze vermijdt dat ze zich louter terugplooit op etnisch-culturele afkomst";
2° deze wijziging is het gevolg van de wijziging van artikel 36 bij artikel 14, dat nu vijf in plaats van vier elementaire beoordelingselementen bepaalt.

Artikel 16

Dit artikel wijzigt artikel 48.

Elke sociaal-culturele organisatie die gesubsidieerd wordt op basis van dit decreet, moet voldoen aan een aantal verplichtingen om die subsidie te kunnen behouden.

Als gevolg van de verduidelijking in artikel 9 en 34 wordt bijkomend vereist dat in het voortgangsrapport de kerngegevens en de cijfers over de werking voor het eerste en tweede jaar van de beleidsperiode, ook kerngegevens en cijfers over de breedte van het draagvlak en de maatschappelijke relevantie omvatten.

Artikel 17

Dit artikel wijzigt artikel 60, dat een overgangsartikel is voor de organisaties in de lopende beleidsperiode 2016-2020.

De wijziging van paragraaf 11 is analoog aan de wijziging van artikel 5 bij artikel 3 en de invoeging van artikel 5/1 bij artikel 4. Daarin staat een opsomming van de mogelijke combinaties van het eindoordeel van de visitatiecommissie (positieve evaluatie zonder aanbevelingen, positieve evaluatie met aanbevelingen of negatieve evaluatie met aanbevelingen) en het eindoordeel van de beoordelingscommissie (positief advies, positief advies met aandachtspunten of negatief advies). Die combinaties bepalen of de beoordelingscommissie zal adviseren om de subsidie-enveloppe per organisatie te laten stijgen, te laten dalen, status quo te houden of stop te zetten.

Paragraaf 14 wordt opgeheven omdat alle bepalingen over de begrenzing van de stijging of over de daling van de subsidie-enveloppe worden opgeheven, zodat de Vlaamse Regering autonoom kan beslissen over de subsidie-enveloppe.

Artikel 18

Dit artikel wijzigt artikel 64.

De tweede zin van paragraaf 2 wordt opgeheven omdat alle bepalingen over de begrenzing van de stijging of over de daling van de subsidie-enveloppe worden opgeheven, zodat de Vlaamse Regering autonoom kan beslissen over de subsidie-enveloppe.

Artikel 19

De inwerkingtreding op 1 december 2019 is noodzakelijk om de organisaties toe te laten tijdig een dossier in te dienen dat voldoet aan de gewijzigde criteria.

Voorstel van decreet

Artikel 1. Dit decreet regelt een gemeenschapsaangelegenheid.

Art. 2. In artikel 3 van het decreet van 7 juli 2017 houdende de subsidiëring en erkenning van het sociaal-cultureel volwassenenwerk worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt de zin "Hiervoor ontwikkelen en verspreiden zij praktijken die hierop een werkend antwoord kunnen bieden." vervangen door de zin "Hiervoor ontwikkelen en verspreiden zij praktijken die hierop een werkend antwoord kunnen bieden, maar plooiën zich niet louter terug op etnisch-culturele afkomst en gaan segregatie tegen.";

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"De gemeenschappelijke sokkel van waarden, fundamentele rechten en vrijheden, vermeld in het eerste lid, stoelt op grondbeginselen als het recht op vrije meningsuiting, de gelijkheid tussen man en vrouw, de scheiding van Kerk en Staat, en ook het bieden van gelijke kansen, het uitsluiten van discriminatie en het bestrijden van racisme.";

3° in het derde lid wordt het woord "tweede" vervangen door het woord "derde".

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt voor het eerste lid een lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"De Vlaamse Regering beslist over de toekenning van een subsidie-enveloppe per sociaal-culturele volwassenenorganisatie op basis van het advies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4. Ze kan gemotiveerd van dat advies afwijken.";

2° in paragraaf 1 wordt het bestaande tweede lid, dat het derde lid wordt, vervangen door wat volgt:

"Als de Vlaamse Regering pas in het eerste jaar van de nieuwe beleidsperiode een beslissing neemt over de subsidie-enveloppe, zal in dat eerste jaar van de nieuwe beleidsperiode dezelfde subsidie-enveloppe worden toegekend als in het laatste jaar van de voorbije beleidsperiode.";

3° in paragraaf 1 wordt het bestaande derde lid opgeheven;

4° paragraaf 2 tot en met paragraaf 9 worden opgeheven.

Art. 4. In hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2019, wordt een artikel 5/1 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art.5/1. Het advies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, houdt rekening met de volgende richtlijnen voor het adviseren over de toekenning van de subsidie-enveloppe voor de nieuwe beleidsperiode:

1° de subsidie-enveloppe is gelijk aan of hoger dan de subsidie-enveloppe van de vorige beleidsperiode voor de sociaal-culturele volwassenenorganisaties:

- a) met een positieve evaluatie zonder aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in artikel 23, §3, tweede lid, 1°, en een positief subsidieadvies of een positief subsidieadvies met aandachtspunten van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 1° of 2°;
- b) met een positieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in artikel 23, §3, tweede lid, 2°, en een positief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 1°;

2° de subsidie-enveloppe is lager dan, gelijk aan of hoger dan de subsidie-enveloppe van de vorige beleidsperiode voor de sociaal-culturele volwassenenorganisaties met een positieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in artikel 23, §3, tweede lid, 2°, en een positief subsidieadvies met aandachtspunten van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 2°;

3° de subsidie-enveloppe is lager dan of gelijk aan de subsidie-enveloppe van de vorige beleidsperiode voor de sociaal-culturele volwassenenorganisaties:

- a) met een positieve evaluatie zonder aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in artikel 23, §3, tweede lid, 1°, en een negatief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 3°;
- b) met een negatieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in artikel 23, §3, tweede lid, 3°, en een positief subsidieadvies of een positief subsidieadvies met aandachtspunten van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 1° of 2°;

4° de subsidie-enveloppe is lager dan de subsidie-enveloppe van de vorige beleidsperiode of de subsidiëring wordt stopgezet voor de sociaal-culturele volwassenenorganisaties:

- a) met een positieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in artikel 23, §3, tweede lid, 2°, en een negatief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 3°;
- b) met een negatieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in artikel 23, §3, tweede lid, 3°, en een negatief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 3°."

Art. 5. Aan artikel 9 van hetzelfde decreet wordt aan paragraaf 1, 3°, c), en paragraaf 2, b), de zinssnede ", die onder meer betrekking hebben op de breedte van het draagvlak en de maatschappelijke relevantie" toegevoegd.

Art. 6. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt voor punt 1°, dat punt 1°/1 wordt, een nieuw punt 1° ingevoegd, dat luidt als volgt:

"1° de bijdrage van de missie en de visie van de sociaal-culturele volwassenenorganisatie aan het doel, vermeld in artikel 3;";

2° in het tweede lid wordt het woord "vier" vervangen door het woord "vijf".

Art. 7. In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "elke gesubsidieerde sociaal-culturele volwassenenorganisatie" vervangen door de woorden "gesubsidieerde sociaal-culturele volwassenenorganisaties";

2° tussen het eerste en het tweede lid worden twee leden ingevoegd, die luiden als volgt:

"De Vlaamse Regering bepaalt, na advies van de Adviescommissie Sociaal-Cultureel Volwassenwerk, vermeld in artikel 16, de indicatoren op basis waarvan de administratie de lijst opmaakt van de gesubsidieerde sociaal-culturele volwassenenorganisaties die niet worden geëvalueerd door de visitatiecommissies in de lopende beleidsperiode.

Het visitatieverslag, vermeld in artikel 22, §1, is voor de sociaal-culturele volwassenenorganisaties die niet worden geëvalueerd door de visitatiecommissies in de lopende beleidsperiode, het visitatieverslag van hun laatste evaluatie."

Art. 8. In artikel 22 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Bij de uitwerking van de beoordelingscriteria, vermeld in het eerste lid, wordt voor het beoordelingselement, vermeld in artikel 10, eerste lid, 1°, ook het beoordelingscriterium toegevoegd waarbij de organisatie haar ambities expliciteert voor de komende beleidsperiode en daarbij aangeeft wat ze onderneemt om te vermijden dat ze zich louter terugplooit op etnisch-culturele afkomst.";

2° in paragraaf 5 wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

"De sociaal-culturele volwassenenorganisatie krijgt een positief subsidieadvies met aandachtspunten als vermeld in paragraaf 4, tweede lid, 2°, als ze voor elk van de vijf beoordelingselementen, vermeld in artikel 11, een "voldoet" of een "voldoet ten dele" heeft behaald en op minstens drie andere beoordelingselementen, vermeld in artikel 10, een "voldoet" of een "voldoet ten dele" heeft behaald."

Art. 9. In artikel 23, §4, van hetzelfde decreet wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

"De sociaal-culturele volwassenenorganisatie krijgt een positieve evaluatie met aanbevelingen als vermeld in paragraaf 3, tweede lid, 2°, als ze voor elk van de vijf beoordelingselementen, vermeld in artikel 11, een "voldoet" of een "voldoet ten dele" heeft behaald en op minstens drie van de andere beoordelingselementen, vermeld in artikel 10, een "voldoet" of een "voldoet ten dele" heeft behaald."

Art. 10. In artikel 24, §3, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt de zin "Voor de bepaling van de subsidie-enveloppe voor de volgende beleidsperiode, is artikel 5, §7 en §8, van toepassing." vervangen door de zin "Voor de advisering over de subsidie-enveloppe door de beoordelingscommissie voor de volgende beleidsperiode is artikel 5/1 van toepassing."

Art. 11. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 12. Aan artikel 30, §3, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt de zinssnede ", als ze het positief oordeel van de beoordelingscommissie volgt" toegevoegd.

Art. 13. Aan artikel 34, 3°, c), van hetzelfde decreet wordt de zinssnede ", die onder meer betrekking hebben op de breedte van het draagvlak en de maatschappelijke relevantie" toegevoegd.

Art. 14. In artikel 36 van hetzelfde decreet wordt voor punt 1°, dat punt 1°/1 wordt, een nieuw punt 1° ingevoegd, dat luidt als volgt:

"1° de bijdrage van de missie en de visie van de sociaal-culturele volwassenenorganisatie aan het doel van het decreet, vermeld in artikel 35, eerste lid, 1°;"

Art. 15. In artikel 42 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Bij de uitwerking van de beoordelingscriteria, vermeld in het eerste lid, wordt voor het beoordelingselement, vermeld in artikel 35, eerste lid, 1°, ook het beoordelingscriterium toegevoegd waarbij de organisatie haar ambities expliciteert voor de komende beleidsperiode en daarbij aangeeft wat ze onderneemt om te vermijden dat ze zich louter terugplooit op etnisch-culturele afkomst.";

2° in paragraaf 4 wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

"De sociaal-culturele volwassenenorganisatie krijgt een positief oordeel met aanbevelingen als vermeld in paragraaf 3, tweede lid, 2°, als ze voor elk van de vijf beoordelingselementen, vermeld in artikel 36, een "voldoet" of een "voldoet ten dele" heeft behaald en op minstens drie van de andere beoordelingselementen, vermeld in artikel 35, een "voldoet" of een "voldoet ten dele" heeft behaald.".

Art. 16. Aan artikel 48, §1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2019, wordt een derde lid toegevoegd, dat luidt als volgt:

"Bij de nadere invulling van de verplichtingen, vermeld in het tweede lid, wordt vereist dat in het voortgangsrapport de kerngegevens en de cijfers over de werking voor het eerste en tweede jaar van de beleidsperiode, ook kerngegevens en cijfers over de breedte van het draagvlak en de maatschappelijke relevantie omvatten.".

Art. 17. In artikel 60 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 11 wordt vervangen door wat volgt:

"§11. Het advies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, houdt rekening met de volgende richtlijnen voor het adviseren over de toekenning van de subsidie-enveloppe voor de nieuwe beleidsperiode:

1° de subsidie-enveloppe is gelijk aan of hoger dan de subsidie-enveloppe van de vorige beleidsperiode voor de sociaal-culturele volwassenenorganisaties:

- a) met een positieve evaluatie zonder aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in paragraaf 10, 1°, en een positief subsidieadvies of een positief subsidieadvies met aandachtspunten van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 1° of 2°;
- b) met een positieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in paragraaf 10, 2°, en een positief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 1°;

2° de subsidie-enveloppe is lager dan, gelijk aan of hoger dan de subsidie-enveloppe van de vorige beleidsperiode voor de sociaal-culturele volwassenenorganisaties met een positieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in paragraaf 10, 2°, en een positief subsidieadvies met aandachtspunten van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 2°;

3° de subsidie-enveloppe is lager dan of gelijk aan de subsidie-enveloppe van de vorige beleidsperiode voor de sociaal-culturele volwassenenorganisaties:

- a) met een positieve evaluatie zonder aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in paragraaf 10, 1°, en een negatief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 3°;
- b) met een negatieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in paragraaf 10, 3°, en een positief subsidieadvies of een positief subsidieadvies met aandachtspunten van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 1° of 2°;

4° de subsidie-enveloppe is lager dan de subsidie-enveloppe van de vorige beleidsperiode of de subsidiëring wordt stopgezet voor de sociaal-culturele volwassenenorganisaties:

- a) met een positieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in paragraaf 10, 2°, en een negatief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 3°;
- b) met een negatieve evaluatie met aanbevelingen van de visitatiecommissie, vermeld in paragraaf 10, 3°, en een negatief subsidieadvies van de beoordelingscommissie, vermeld in artikel 22, §4, tweede lid, 3°.”;

2° in paragraaf 13, vierde lid, wordt de zin “Voor de bepaling van de subsidie-enveloppe voor de volgende beleidsperiode, is paragraaf 11, zesde of zevende lid van toepassing.” vervangen door de zin “Voor de advisering over de subsidie-enveloppe door de beoordelingscommissie voor de volgende beleidsperiode is paragraaf 11, 4°, van toepassing.”;

3° paragraaf 14 wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 64, §2, van hetzelfde decreet wordt de tweede zin opgeheven.

Art. 19. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van 1 december 2019.

Marius MEREMANS
Karin BROUWERS
Stephanie D’HOSE
Cathy COUDYSER
Orry VAN DE WAUWER
Manuela VAN WERDE

TRADUCTION

Motion tendant à prévenir toute discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques, concernant la proposition de décret modifiant le décret du 7 juillet 2017 portant subvention et agrément de l'animation socioculturelle des adultes, déposée le 27 novembre 2019, déposée par Marius Meremans, Karin Brouwers, Stephanie D'Hose, Cathy Coudyser, Orry Van de Wauwer et Manuela Van Werde

155 (2019-2020) - Nr 2

déposée le 27 novembre 2019 (2019-2020)

Les membres du Parlement flamand, dont les signatures figurent ci-dessous :

– Considérant que :

1° la proposition de décret modifiant le décret du 7 juillet 2017 portant subvention et agrément de l'animation socioculturelle des adultes a été déposée le 27 novembre 2019 et n'a pas encore fait l'objet d'un examen en commission de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Médias ;

2° aucun avis du Conseil d'État n'est disponible;

– Vu:

1° l'avis urgent, particulièrement critique et négatif, du Conseil consultatif et stratégique de la culture, de la jeunesse, des sports et des médias [*Strategische Adviesraad voor Cultuur, Jeugd, Sport en Media* – SARC], demandé le 22 novembre et transmis le 25 novembre. Dans l'avis, le conseil sectoriel demande expressément un nouveau dialogue avec le secteur et le conseil consultatif. Le conseil constate par ailleurs une possible violation du principe de confiance : le décret est censé entrer en vigueur le 1^{er} décembre 2019. En dernière minute, une série de modifications sont apportées aux exigences qui portent sur le contenu et l'examen des demandes de subvention et qui peuvent être fondamentales pour se voir octroyer ou non une subvention. Les demandes déjà introduites ne peuvent plus être adaptées à cette modification tardive et risquent dès lors, à tort, de ne pas être éligibles à un subventionnement. Il est évident que les organisations doivent disposer d'un temps suffisant pour pouvoir adapter leurs documents. En outre, le conseil sectoriel met en avant que l'adaptation de l'objectif du décret, à savoir le repli sur une origine ethnoculturelle, constitue une éventuelle violation du principe constitutionnel d'égalité (articles 10 et 11 de la Constitution) et risque également de violer le Pacte culturel. C'est pourquoi le conseil sectoriel conclut qu'un avis juridique supplémentaire doit être demandé à propos de cette modification décrétole ;

2° le fait que l'imposition de la condition « ne pas se replier sur l'origine ethnoculturelle » en tant que nouvelle condition de subventionnement peut impliquer une violation de l'article 23 de la Constitution. L'article 23 de la Constitution prévoit que « Chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. À cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice. Ces droits comprennent notamment : (...) [5]¹ le droit à l'épanouissement culturel et social ;

3° la forte préoccupation exprimée, dans un courrier du 25 novembre 2019, par *beweging.net*, qui estime que la proposition de décret, en vertu de laquelle seules sont subventionnées les

¹ NdT : Le texte original mentionne « 4° » alors qu'il s'agit en réalité du « 5° ».

organisations qui ne se replient pas uniquement sur l'origine ethnoculturelle, « semble reposer sur la volonté de frapper certaines organisations spécifiques dans une optique purement politique » ;

4° le communiqué de presse de la Fédération (fédération sectorielle entre autres de l'animation socioculturelle des adultes) et les nombreuses critiques émanant d'autres coupoles et organisations ;

5° l'article 73, alinéa 1^{er}, du règlement du Parlement flamand ;

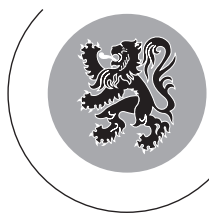
6° le fait que le décret initial de 2017 comporte en son article 2 une liste exhaustive de définitions. Les concepts nouvellement introduits de « origine ethnoculturelle » et « repli » ne sont pas définis dans le nouveau décret. Par ailleurs, l'article 10 du décret actuel prévoit déjà que les groupes à potentiel, etc. ne peuvent pas opérer de repli sur soi. Cette modification est donc tout à fait superflue, mais introduit un nouveau concept qui n'est pas défini et qui ouvre la porte à l'arbitraire;

7° l'énumération d'une liste de « principes fondamentaux » sur lesquels repose « un socle commun, etc. ». Or, cette liste n'est pas exhaustive : « principes fondamentaux tels que [...] ». Tant la commission d'évaluation que le gouvernement sont donc libres d'y ajouter d'autres principes fondamentaux, « valeurs », « droits » et « libertés » ;

– Déclarent que les dispositions, plus particulièrement de l'article 2, alinéa 1^{er}, article 8, alinéa 1^{er}, et article 15, alinéa 1^{er}, qui évoque le recours à « l'origine ethnoculturelle » en tant que condition de subventionnement prioritaire, contiennent une discrimination pour des raisons idéologiques et philosophiques;

– Demandent par conséquent la suspension de la procédure d'examen de la proposition de décret modifiant le décret du 7 juillet 2017 portant subvention et agrément de l'animation socioculturelle des adultes, déposée le 27 novembre 2019, et d'envoyer sans délai la présente motion aux présidents de la Chambre des représentants, du Sénat et du Parlement de la Communauté française, conformément à l'article 73 du règlement du Parlement flamand.

Björn RZOSKA Katia SEGERS Jos D'HAESE Meyrem ALMACI, Hannes ANAF, Imade ANNOURI, Stijn BEX, Johan DANEN, Kurt DE LOOR, Ann DE MARTELAER, Tom DE MEESTER, Kim DE WITTE, Caroline GENNEZ, Hannelore GOEMAN, Celia GROOTHEDDE, Annick LAMBRECHT, Elisabeth MEULEMAN, An MOERENHOUT, Gustaaf PELCKMANS, Els ROBEYNS, Conner ROUSSEAU, Mieke SCHAUVLIEGE, Chris STEENWEGEN, Bruno TOBBACK, Lise VANDECASTEELE, Steve VANDENBERGHE, Freya VAN DEN BOSSCHE, Tine VAN DEN BRANDE, Ludwig VANDENHOVE, Jeremie VANECKHOUT, Maxim VEYS



Vlaams
Parlement

ingediend op **155** (2019-2020) – Nr. 2
27 november 2019 (2019-2020)

Motie

van Björn Rzoska, Katia Segers en Jos D'Haese c.s.

ter voorkoming van discriminatie om ideologische
en filosofische redenen

over het voorstel van decreet

van Marius Meremans, Karin Brouwers, Stephanie D'Hose,
Cathy Coudyser, Orry Van de Wauwer en Manuela Van Werde

houdende wijziging van het decreet van 7 juli 2017
houdende de subsidiëring en erkenning van het
sociaal-cultureel volwassenenwerk

Documenten in het dossier:

155 (2019-2020) – Nr. 1: Voorstel van decreet

verzendcode: CUL

De leden van het Vlaams Parlement, van wie de handtekeningen volgen,

- overwegende dat:
 - 1° het voorstel van decreet houdende wijziging van het decreet van 7 juli 2017 houdende de subsidiëring en erkenning van het sociaal-cultureel volwassenenwerk werd ingediend op 27 november 2019 en nog niet werd besproken in de Commissie voor Cultuur, Jeugd, Sport en Media;
 - 2° er geen advies beschikbaar is van de Raad van State;
- gelet op:
 - 1° het bijzonder kritische en negatieve spoedadvies van de Strategische Adviesraad voor Cultuur, Jeugd, Sport en Media (SARC) aangevraagd op 22 november en uitgebracht op 25 november. In het advies vraagt de sectorraad uitdrukkelijk om alsnog vooraf in dialoog te gaan met de sector en de adviesraad. Vervolgens wordt door de raad ook een mogelijke schending van het vertrouwensbeginsel vastgesteld: het decreet moet in werking treden op 1 december 2019. Op het laatste nippertje worden er enkele wijzigingen doorgevoerd aan de vereisten aangaande de inhoud en de beoordeling van de subsidieaanvragen die van essentieel belang kunnen zijn om een subsidie al dan niet te verkrijgen. Reeds ingediende aanvragen kunnen niet meer aangepast worden aan deze laattijdige wijziging en zullen daardoor onterecht subsidies mislopen. Het is evident dat organisaties voldoende tijd moeten hebben om hun stukken aan te passen. Bovendien stelt de sectorraad dat de aanpassing van het doel van het decreet, en met name het terugplooiën op etnisch-culturele afkomst, een mogelijke schending van het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel (artikelen 10 en 11 van de Grondwet) inhoudt en mogelijk ook strijdig is met het Cultuurpact. Daarom besluit de sectorraad dan ook dat bijkomend juridisch advies moet worden ingewonnen omtrent deze decreetswijziging;
 - 2° het feit dat het opleggen van de voorwaarde “niet terugplooiën op de etnisch-culturele afkomst” als nieuwe subsidievoorwaarde, een schending van artikel 23 van de Grondwet kan inhouden. Immers, artikel 23 van de Grondwet luidt als volgt: “Ieder heeft het recht een menswaardig leven te leiden. Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen. Die rechten omvatten inzonderheid: [...] 4° het recht op culturele en maatschappelijke ontplooiing;”;
 - 3° de sterke bezorgdheid van beweging.net dat dit voorstel van decreet, waarbij alleen organisaties worden gesubsidieerd die zich niet louter terugplooiën op etnisch-culturele afkomst, “lijkt gestoeld op de wil om specifieke organisaties vanuit een zuiver politiek oogpunt te raken”, uitgedrukt via brief van 25 november 2019;
 - 4° het persbericht van de Federatie (sectorfederatie van onder meer sociaal-cultureel volwassenenwerk) van 22 november 2019 en vele kritische geluiden vanuit tal van andere koepels en organisaties;
 - 5° artikel 73, eerste lid, van het Reglement van het Vlaams Parlement;
 - 6° het feit dat het oorspronkelijk decreet uit 2017 in artikel 2 een uitgebreide lijst definities bevat. Maar de nieuw geïntroduceerde begrippen “etnisch-culturele afkomst” en “terugplooiën” worden niet gedefinieerd in het nieuwe decreet. Bovendien: artikel 10 van het huidige decreet bepaalt al dat kansengroepen enzovoort niet op zichzelf mogen terugplooiën. Die aanpassing is dus geheel overbodig, maar introduceert wel een nieuw, ongedefinieerd begrip dat willekeur mogelijk maakt;

- 7° het feit dat een lijst “grondbeginselen” wordt opgenoemd waarop “een gemeenschappelijke sokkel enzovoort” stoelt. Maar die lijst is niet exhaustief: “grondbeginselen als [...]”. Het staat zowel de beoordelingscommissie als de regering dus vrij om daar andere grondbeginselen, “waarden”, “rechten” en “vrijheden” aan toe te voegen;
- verklaren dat de bepalingen in met name artikel 2, eerste lid, artikel 8, eerste lid en artikel 15, eerste lid, die het gebruik van “etnisch-culturele afkomst” als prioritaire criterium voor subsidiëring hanteren, een discriminatie om ideologische en filosofische redenen inhouden;
 - vragen bijgevolg de schorsing van de procedure aangaande de behandeling van het voorstel van decreet houdende wijziging van het decreet van 7 juli 2017 houdende de subsidiëring en erkenning van het sociaal-cultureel volwassenenwerk, ingediend op 27 november 2019 en daartoe, overeenkomstig artikel 73 van het Reglement van het Vlaams Parlement, deze motie onverwijld door te sturen aan de voorzitters van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat en het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Björn RZOSKA
Katia SEGERS
Jos D’HAESE

Meyrem ALMACI, Hannes ANAF, Imade ANNOURI, Stijn BEX, Johan DANEN, Kurt DE LOOR, Ann DE MARTELAER, Tom DE MEESTER, Kim DE WITTE, Caroline GENNEZ, Hannelore GOEMAN, Celia GROOTHEDDE, Annick LAMBRECHT, Elisabeth MEULEMAN, An MOERENHOUT, Gustaaf PELCKMANS, Els ROBEYNS, Conner ROUSSEAU, Mieke SCHAUVLIEGE, Chris STEENWEGEN, Bruno TOBBACK, Lise VANDECASTEELE, Steve VANDENBERGHE, Freya VAN DEN BOSSCHE, Tine VAN DEN BRANDE, Ludwig VANDENHOVE, Jeremie VANEECKHOUT, Maxim VEYS